



Déclaration préalable de l'Unsa Éducation du Gard au CSA-SD

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Alors que la démographie scolaire est en baisse, le gouvernement a finalement renoncé à supprimer les 4000 postes d'enseignants initialement prévus. Une annonce qui aurait pu sembler encourageante, mais la réalité de la carte scolaire pour la rentrée 2025 vient ternir cet espoir.

Dans l'académie de Montpellier et plus particulièrement dans le Gard, la diminution des effectifs d'élèves s'accompagne d'une réduction significative des moyens alloués avec le retrait de 13 postes dans les collèges. Une logique bien connue : lorsque les effectifs augmentent, les dotations ne suivent pas toujours ; en revanche, lorsqu'ils diminuent, les suppressions de moyens sont immédiates.

Nous aurions pu espérer que cette baisse du nombre d'élèves permette d'améliorer les conditions d'apprentissage et de travail en allégeant les effectifs par classe. Mais, une fois de plus, cette opportunité a été manquée.

Nous constatons au contraire une dégradation continue des conditions d'enseignement, conséquence directe des choix politiques menés depuis plusieurs années. Les heures postes ont été progressivement remplacées par des heures supplémentaires, aujourd'hui en voie de disparition. La marge d'autonomie des établissements, déjà fortement entamée, a été mobilisée pour financer des dispositifs dont l'efficacité reste à démontrer.

L'instauration des groupes de niveaux dans le cadre du "Choc des savoirs" en est un exemple frappant. Cette réforme, plus politique que pédagogique, a conduit à un recours massif aux blocs de moyens provisoires (BMP), sans garantie de pérennité.

- 12 BMP de 18 heures en lettres modernes
- 9 BMP de 18 heures en mathématiques

L'équivalent de 30 ETP affectés aux groupes de niveaux, précarisant davantage les équipes

Cette instabilité fragilise la qualité de l'enseignement et empêche la nécessaire stabilisation des équipes pédagogiques. Il est impératif de créer des postes pérennes afin de garantir un cadre de travail structurant pour les personnels et une continuité éducative pour les élèves.

L'École publique ne peut fonctionner dans la précarité permanente. Assurer des conditions d'apprentissage de qualité, stabiliser les équipes et repenser l'attribution des moyens sont des enjeux majeurs. Nous demandons des mesures à la hauteur des besoins du terrain, pour que l'École reste un espace d'émancipation et de réussite pour tous. Parmi les priorités que revendique l'UNSA Education : la mixité sociale et scolaire, l'inclusion, l'avantage à l'enseignement public et laïc. Les questions de mixité sociale et scolaire, souvent négligées, doivent être désormais au cœur des priorités. L'UNSA Éducation insiste sur la nécessité d'une politique éducative réfléchie, dotée de moyens suffisants et respectueuse des personnels et des élèves. Stabiliser le système, améliorer les conditions de travail et répondre aux défis actuels sont essentiels pour redonner confiance et dynamiser l'École.

Je vous remercie pour votre attention